CONSEIL MUNICIPAL
PROCÈS VERBAL DE LA SÉANCE DU 22 MARS 2024

Ordre du jour :

Objets soumis à débat ou délibération

- Compte financier Unique (CFU) – Lotissement La Chênaie
- Compte financier Unique (CFU) – Commune
- Vote des taux
- Travaux à la salle des fêtes – Avenants, Sous-traitance, Hygiène
- Prêt relais Lotissement de La Chênaie
- ADMR – Convention au 1^{er} janvier 2024
- Subvention Ça Coule de Source
- Subventions aux Associations
- Huisseries École/Mairie – Plan et coloris
- Acquisition Parcelle B1073
- Indemnisation des congés annuels non pris en cas de cessation d’activité
- Taux de promotion et tableau des effectifs
- Modalités de concertation préalable à l’élaboration des zones d’accélération des énergies renouvelables

Informations et questions diverses

- Points agents communaux : poste ATSEM, poste secrétaire
- Comptes rendus des commissions
- Divers

Convocations adressées le 18 mars 2024

L’an deux mil vingt-quatre, le vingt-deux mars à vingt heures, les Membres du Conseil Municipal, légalement convoqués, se sont réunis à la Mairie sous la présidence de Monsieur DEULOFEU Jean-Louis, Maire.

Étaient présents : MM. DEULOFEU – RENIER – RAIMBAULT – BLAIN – LOLLIER – DALIGAULT – VERON – Mmes POIRIER – PRINCE – SALINGRE – CHACUN – LEROUX

Absents excusés : Mme BESNIER – M. BEAUSSIER

Secrétaire de séance : Mme PRINCE

Le Procès Verbal de la réunion du 23 février 2024 a été adopté sans remarque à l’unanimité.
Mme Dorine Prince est nommée secrétaire de séance.

OBJETS SOUMIS À DÉBAT OU DÉLIBÉRATION

Compte Financier Unique (CFU)

Ce document se substitue aux anciens Compte Administratif et Compte de Gestion.

- Lotissement de La Chênaie

Le CFU fait apparaître pour la gestion 2023 un excédent de 21 436,67 € pour la section d’exploitation et un excédent d’investissement de 29 666 €.

- Budget Communal

Constatant le résultat de l'exercice 2023 (+ 145 579,45 €) et l'excédent antérieur reporté (+ 48 113,25 €), le résultat cumulé fait apparaître pour la section de fonctionnement un solde positif de 193 691,70 €.

En section d'investissement, le résultat global s'élève à + 15 992,52 € hors restes à réaliser.

Pour tenir compte de la régularité de la procédure de vote ; ces deux comptes financiers uniques ont été soumis à l'approbation du Conseil Municipal en l'absence du Maire – ce dernier s'étant alors retiré de la salle du Conseil Municipal – sous la présidence de M. Renier Léon.

Les deux comptes financiers uniques ont été validés à l'unanimité par les conseillers municipaux présents.

Vote des taux

Le Conseil Municipal est appelé à se prononcer sur les taux de fiscalité locale.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des présents, le Conseil Municipal décide de ne pas augmenter les taux de Foncier Bâti et de Foncier Non Bâti ce qui assure pour la commune en 2024 une recette de 273 911 €.

Par contre, le taux de la taxe d'habitation pouvant être modifié concernant les résidences secondaires, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide de porter ce taux à 12,02 % soit une recette assurée de 3 894,48 €.

Soit un total global de 277 805,48 € auquel s'ajoutent différentes compensations d'un total de 65 645 €.

Travaux Salle des fêtes

Un point est fait sur l'avancée des travaux dans la salle, notamment la pose du parquet.

Deux avenants sont présentés au Conseil Municipal et sont acceptés à l'unanimité des présents :

- L'avenant N°1 pour le lot 9 Peinture de l'entreprise Gérard est validé pour un montant de 5 534,23 € TTC.

- L'avenant N°4 pour le lot 2 Terrassement – VRD – Gros œuvre de l'entreprise BTEM est validé 3 466,32 € TTC.

Sous-traitance Lot 6 Menuiseries intérieures, parquet

La société Heude Bâtiment ayant sous-traité à la société la Parqueterie de Vitré la réalisation du parquet de la salle des fêtes, le Conseil Municipal valide à l'unanimité cette sous-traitance.

Produits et équipements hygiène pour l'entretien de la salle des fêtes

Un devis de la société Orapi qui fournit déjà l'école et la Mairie est présenté au Conseil Municipal.

Après en avoir discuté, et sur proposition d'un Conseiller Municipal, un devis d'une autre entreprise sera demandé et le Conseil Municipal statuera lors d'une prochaine réunion.

Prêt relais – Lotissement de la Chênaie

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, accepte de réaliser un prêt relais auprès du Crédit Agricole pour un montant de 131 000 € pour une période de 3 ans.

Ce prêt est consenti moyennant un taux révisable indexé sur l'Euribor 12 mois moyenné + 0,70 %; soit à ce jour un taux de 3,671 %.

Le remboursement anticipé reste possible avec exonération d'indemnités.

ADMR - Convention

Afin d'instituer un partenariat entre l'ADMR de Saint-Pierre Loiron et les collectivités desservies en prestations par cette même association, il y a lieu de passer une convention entre l'ADMR de Saint-Pierre Loiron et la commune de La Brûlatte sur laquelle l'ADMR intervient.

Présentation rapide est faite de l'association qui dessert 12 communes avec 33 bénévoles, 28 salariés (19 ETP) soit un total de 24 055 heures effectuées auprès de 327 personnes en 2023.

La convention est axée sur une demande de subvention assise sur une moyenne d'intervention calculée depuis les 3 dernières années soit 2021, 2022 et 2023.

Pour 2024, la subvention demandée à la commune de La Brûlatte est de 395 € qui tient compte d'un coefficient de 1,371 par heure passée sur le territoire de la commune.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal valide cette demande de subvention et autorise le Maire à signer ladite convention établie pour une période de 3 ans renouvelable par tacite reconduction.

Subvention à l'association Ça Coule de Source

Le Conseil Municipal valide la demande de subvention sollicitée par l'association Ça Coule de Source pour l'année 2024. Le montant de subvention représente une somme de 19 578,50 € qui tient compte du nombre d'enfants ayant fréquenté l'association en 2023.

Notons qu'à cette subvention s'ajoute la mise à disposition d'un agent communal de la commune soit un total de 20 516,70 € (subvention + mise à disposition).

La subvention sera versée à l'Association en 10 termes mensuels et sera inscrite au Budget 2024.

Subventions aux associations

A l'unanimité des membres présents toutes les subventions demandées ont fait l'objet d'un accord à l'exception de la subvention du CRAB pour laquelle un Conseiller municipal s'est abstenu :

ASSOCIATIONS	Votes 2024
Amicale des parents d'élèves du RPI La Gravelle La Brûlatte	400,00
CRAB	800,00
Les Hurlettes	200,00
Coopérative scolaire La Brûlatte	200,00
ADMR	395,00
TENNIS Club	150,00
Ça Coule de Source (hors mise à dispo.)	19 578,50
CAUE	100,00
Association pour le don de sang bénévole	70,00
SPA – Convention fourrière	277,60
Pass Sport' – Association Voile à l'école	98,00

Ritournelle (familles rurales)	701,00
FF Randonnées	40,00
Association « Maison Solidaire du Bourgneuf »	100,00
Secours populaire français	100,00
Secours catholique	100,00
Maison de l'Europe	75,00
Chalet des échanges de savoir (espace découvertes)	100,00
Épicerie « Coup de main » Laval Agglo	2 067,00
Épicerie « Coup de main » (0,30 € / hab)	202,00
Les Pléiades	500,00
Coopérative Scolaire La Brûlatte Classe de mer	984,39
Coopérative Scolaire La Gravelle Classe de mer	2 165,67
Imprévu	300,00
TOTAL	29 704,16

Huisseries extérieures École / Mairie

Lors du dernier conseil municipal du 23 février 2024, le Conseil Municipal avait missionné Compain David de l'Atelier Construction Rénovation Habitat pour lancer le chantier de rénovation des huisseries extérieures École / Mairie.

Deux huisseries ont été rajoutées car leur usure a réellement été constatée : l'ancienne porte d'entrée de l'école maternelle et l'huissierie du bureau des secrétaires de mairie donnant sur la salle des fêtes.

Le Conseil Municipal valide l'ensemble du schéma relatif au remplacement des huisseries extérieures et, après en avoir délibéré, opte de façon unanime pour la couleur blanche pour toutes les huisseries.

Acquisition Parcelle B1073

Depuis les travaux de busage du ruisseau le long de la rue des Aubépines, le terrain cadastré B1073 d'une contenance de 311 m² appartenant à M. et Mme Girard n'avait fait l'objet d'aucune régularisation et d'aucun transfert au profit de la commune ; cette dernière ayant planté des arbres et entretenant ledit terrain.

En cas de vente de la propriété de M. et Mme Girard, cette parcelle ne leur appartenant plus de fait, il y a lieu de procéder à une régularisation de cette situation.

En conséquence, il y a lieu d'établir un acte notarié actant l'acquisition de la parcelle B1073 pour 1 € symbolique par la Commune.

Après délibération, le Conseil Municipal valide cette démarche auprès de l'Étude Notariale de Maître Mathilde Cormier du Genest-St-Isle.

Indemnisation des congés annuels non pris en cas de cessation d'activité

Cette délibération concerne un agent qui se trouve à la retraite pour invalidité depuis le 1^{er} mars 2024. Ce dernier, compte tenu de sa situation particulière n'ayant pas pu prendre les congés auxquels il avait droit, au regard de la législation européenne, ce droit étant limité à 4 semaines par année de référence, les droits de la personne sont calculés en référence à la rémunération que l'agent aurait normalement perçue au cours de congés qu'il n'a pas pu prendre.

En conséquence, après en avoir discuté, le Conseil Municipal valide la délibération qui lui est proposée :

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le décret n°85-1250 du 26 novembre 1985 relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux, notamment l'article 5,

Vu la directive 2003/88/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail,

M. le Maire expose au Conseil Municipal qu'en principe, le statut de la fonction publique territoriale ne permet pas, pour des congés non pris, de verser une indemnité compensatrice.

Néanmoins, la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne et le juge administratif français affirment que, lors d'une cessation de la relation de travail (retraite pour invalidité, décès, mutation...), les congés annuels non pris en raison d'arrêts pour maladie, doivent désormais être indemnisés.

Ainsi, les congés annuels non pris avant la fin de la relation de travail du fait de la maladie doivent faire l'objet d'une indemnisation (*Cour administration d'appel de Bordeaux 13 juil. 2017 n°14BX03684*), dans les limites suivantes :

- ➔ l'indemnisation maximale est fixée à 20 jours maximum par année civile pour 5 jours de travail par semaine,
- ➔ l'indemnisation se fait selon une période de report limitée à 15 mois après le terme de l'année au cours de laquelle les congés ont été générés.

L'indemnisation doit être calculée en référence à la rémunération que l'agent aurait normalement perçue s'il avait réellement bénéficié de ses congés annuels.

Les agents qui n'ont pas pu prendre tous leurs congés avant la cessation de la relation de travail, pour des motifs indépendants de leur volonté et tirés de l'intérêt du service, ont également droit au paiement de ces congés (*Cour administrative d'appel de Marseille, 6 juin 2017, n°15MA02573*).

Enfin, le juge européen reconnaît, pour les congés annuels non pris en raison du décès de l'agent, une indemnisation en faveur de ses ayants droit (*Cour de justice de l'Union européenne, 6 novembre 2018, affaires jointes C 569/16 et C 570/16*).

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide d'autoriser l'indemnisation des congés annuels non pris lors de la cessation de la relation de travail en raison de la maladie, de motifs tirés de l'intérêt du service ou du décès de l'agent.

Taux de promotion et Tableau des Effectifs

Taux de promotion

Un adjoint du patrimoine pouvant obtenir le grade d'avancement adjoint du patrimoine principal de 2^e classe, le Conseil Municipal est appelé à déterminer le taux de promotion à appliquer sur l'effectif des agents promouvables pour l'avancement de grade dans les cadres d'emplois concernés par la collectivité ; il prend donc la délibération suivante :

Le Conseil municipal,
 Vu l'article L522-27 du code général de la fonction publique,
 Considérant l'avis émis par le comité social territorial le 15 mars 2024,
 Considérant qu'il appartient au conseil municipal de déterminer le taux de promotion à appliquer sur l'effectif des agents promouvables pour l'avancement de grade dans les cadres d'emplois concernés de la collectivité,

Après en avoir délibéré, décide

Article 1 : Fixation des taux de promotion

Les taux de promotion, pour chaque grade concerné, sont fixés selon le tableau ci-dessous :

Cadre d'emplois	Grade d'avancement	Ratio (de 0 à 100)
Adjoint du patrimoine	Adjoint du patrimoine principal de 2 ^e Classe	100%

Article 2 : Evolution des taux

Les taux ci-dessus pourront être modifiés, en tant que de besoin, par une nouvelle délibération.

Article 3 : Exécution

Le Maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Mise à jour du Tableau des Emplois et des Effectifs

Le tableau des effectifs mis à jour au 1^{er} mars 2024 est présenté au Conseil Municipal. Il fait notamment apparaître les postes des titulaires et contractuels.

A noter que depuis la rentrée des Vacances de février, un élève ayant été scolarisé avec présence d'un auxiliaire de vie scolaire, la commune a dû recruter pour une période de 6h par semaine 2 personnes pour assurer ce temps de présence auprès de l'élève durant le temps de la restauration.

Le Conseil municipal prend note et valide le tableau suivant :

EMPLOIS						EFFECTIFS			
Date délibération	Libellé fonction ou poste ou emploi	Quotité du temps de travail	Filière	Catégorie	Libellé du ou des grades possibles pour ce poste	Grade de l'agent qui occupe le poste	Son statut	Sa position	Temps partiel
29/04/2009	Secrétaire de mairie	29h	Adm	C	Adjoint administratif Adjoint admin principale de 2 ^e clas Adjoint admin principal de 1 ^{er} class	Adjoint administratif principal de 1 ^{er} classe	Titulaire	activité	
10/03/2020	Secrétaire de mairie	21h	Adm	C	Adjoint administratif Adjoint admin principale de 2 ^e clas Adjoint admin principal de 1 ^{er} class	Adjoint administratif principal de 1 ^{er} classe	Titulaire	activité	
24/01/2023	Agent polyvalent	34h	Tech	C	Adjoint technique Adjoint techn principal de 2 ^e classe Adjoint techn principal de 1 ^{er} classe	Adjoint technique	Titulaire	activité	
11/09/2020	Agent polyvalent	34h	Tech	C	Adjoint technique Adjoint techn principal de 2 ^e classe	Adjoint technique principal de 2 ^e classe	Titulaire	activité	
28/06/2002	Fonction ATSEM	31h annualisées	Tech	C	Adjoint technique	Adjoint technique			
01/10/2010	Fonction ATSEM	31h annualisées	Tech	C	Adjoint technique	Adjoint technique	Titulaire	activité	
03/12/2004	Cantine/Garderie	33h annualisées	Tech	C	Adjoint technique Adjoint techn principal de 2 ^e classe Adjoint techn principal de 1 ^{er} classe	Adjoint technique principal de 1 ^{er} classe	Titulaire	activité	
24/01/2023	Agent d'entretien	28,5h annualisées	Tech	C	Adjoint technique Adjoint techn principal de 2 ^e classe Adjoint techn principal de 1 ^{er} classe	Adjoint technique	Stagiaire	activité	

13/05/2019	Agent de bibliothèque	17,5h	Patrim	C	Adjoint du patrimoine Adjoint du patrim ppal de 2° clas Adjoint du patrim ppal de 1° clas	Adjoint du patrimoine	Titulaire	activité	
18/09/2015	Cantine/Garderie Vacances scolaires	Non permanent 6,5h/jour maxi	Tech	C	Adjoint technique Adjoint techn principal de 2° classe Adjoint techn principal de 1° classe	Adjoint technique Adjoint techn principal de 2° classe Adjoint techn principal de 1° classe	Contractuel		
18/09/2015	Remplacement temporaire d'un agent	Non permanent		C	Adjoint administratif Adjoint technique	Adjoint technique	Contractuel		

Modalités de concertation préalable à l'élaboration des zones d'accélération des énergies renouvelables

Dans le cadre de la procédure visant à accélérer les zones d'énergies renouvelables sur l'étendue de la commune de La Brûlatte, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide de permettre l'implantation des énergies renouvelables sur toute l'étendue de la commune concernant :

- le photovoltaïque en toiture
- le photovoltaïque au sol
- le photovoltaïque en ombrière
- le solaire thermique
- le bois énergie
- la géothermie.

En ce qui concerne l'éolien, seules les zones préétablies sur la carte sont validées par le Conseil Municipal.

Après en avoir délibéré, et pour tenir compte de la concertation nécessaire, le Conseil Municipal définit les modalités de concertation comme suit :

- mise à disposition du public d'un registre aux jours et heures d'ouverture de la mairie, jusqu'au 30/04/2024 ;
- un bilan de la concertation sera présenté en conseil municipal lors de la définition des zones d'accélération des énergies renouvelables.

INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES

Point agents communaux

Un point est fait sur l'évolution à venir des postes :

- un adjoint technique fonction ATSEM se trouvant à la retraite à compter du 1^{er} mars 2024, il conviendra de recruter pour la rentrée de septembre 2024 un nouvel agent ; le poste étant occupé actuellement par une contractuelle.
- un autre poste – adjoint administratif - étant susceptible de se libérer ; il y aura lieu à réfléchir sur les modalités de son remplacement.

Compte rendu des commissions

Commission Finances

Elle s'est penchée sur les grandes lignes du budget communal et du lotissement de la Chênaie. Ces documents seront bientôt envoyés à tous les conseillers municipaux.

Olympiades le 19 mai 2024

La commission pour la tenue des Olympiades le 19 mai 2024 a affiné le déroulement de cette journée avec 2 points forts :

- la matinée réservée à la pratique du sport sur le city stade
- l'après-midi : courses relais vélo, course à pied avec départ sur la place de la Mairie où une buvette sera installée.

Commission des chemins

Ses membres ont fait le tour de la commune et sont maintenant dans l'attente de 3 devis qui seront discutés lors d'un prochain conseil municipal.

La société Vinci interviendra sur la voie communale n°4 entre le 8 et le 15 avril 2024.

Divers

Prochaines dates

12 avril 2024 – Conseil Municipal à 20h en Mairie – vote du budget

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 23H30

Nom	Signature	Nom	Signature	Nom	Signature
M. DEULOFEU		Mme CHACUN		Mme LEROUX	
M. RENIER		Mme SALINGRE		Mme PRINCE	Secrétaire
M. RAIMBAULT		Mme BESNIER	Excusée	M. BEAUSSIER	Excusé
M. BLAIN		M. LOLLIER		Mme POIRIER	
M. DALIGAULT		M. VERON			